



STRATÉGIE CLIMAT DE LA FRANCE

**En marche vers la neutralité carbone
mais à quel prix et surtout pas tout seul !**

Alors que la COP 24 bat son plein, le Gouvernement vient de publier sa nouvelle stratégie nationale bas carbone. Si elle soutient l'objectif d'une neutralité carbone à l'horizon 2050, la CFE Énergies rappelle que cet objectif ne doit pas être atteint à n'importe quel prix et que cette transition climatique ne réussira que si elle est accompagnée, juste socialement et acceptable économiquement. La France ne doit pas non plus faire cavalier seul, en s'inscrivant a minima dans un cadre européen !

Avec la nouvelle stratégie nationale bas carbone (SNBC) que le Gouvernement vient de rendre publique, la France vise la **neutralité carbone à l'horizon 2050**. Cette ambition est dans le droit fil de l'engagement français en faveur de la lutte contre le changement climatique.

Pour l'Alliance CFE UNSA Énergies, c'est là un objectif très ambitieux pour un **pays qui a pourtant déjà fait la preuve de son engagement climatique**. Nul ne conteste que la France soit l'un des moins carbonés des pays développés : les émissions par unité de PIB de la France sont parmi les plus faibles du monde, ce qui était déjà observé depuis 1990.

En outre, **cette ambition de neutralité carbone à 2050 constitue un véritable défi pour le pays**. Diviser par 8 les émissions de CO₂ alors qu'on visait en 2015 une division par 4 avec la loi sur la transition énergétique, cela nécessitera d'**énormes efforts d'efficacité énergétique voire même de sobriété**, des investissements massifs et une **transformation profonde de nos modes de production et de consommation**.

En rehaussant son ambition en faveur d'une neutralité carbone en 2050, le Gouvernement cherche certes à renforcer le leadership politique de la France dans la mise en œuvre de l'Accord de Paris, mais il ne peut ignorer que **les enjeux climatiques sont à la fois mondiaux mais aussi étroitement liés à notre consommation**.

Rappelons que l'empreinte carbone des Français est ainsi estimée à 689 Mt CO₂eq en 2016, dont 384 sont liées aux importations. Forte de ce constat, l'Alliance CFE UNSA Énergies appelle le Gouvernement à faire de la **maîtrise des émissions de CO₂ des biens et services importés par la France** sa priorité.

La **maîtrise de l'empreinte carbone, pilier d'une stratégie climat, doit être engagée à l'échelle internationale** en incitant l'ensemble des pays à engager leurs transitions énergétiques.

S'y engager seul, c'est prendre le risque, plus que réel, de fuites de carbone, surtout

**L'ALLIANCE CFE UNSA ÉNERGIES,
100 % LIBRES... 100 % VOUS !**

CFE-CGC ÉNERGIES
contact@cfe-energies.com

UNSA ENERGIE
contact@unsa-energie.fr

dans l'industrie où des pans entiers pourraient être tentés par une délocalisation vers des pays sans ambition bas carbone. Bref, s'engager seul, c'est se tirer une balle dans le pied !

Pour toutes ces raisons, l'Alliance CFE UNSA Énergies demande au Gouvernement d'agir avec pragmatisme, surtout que l'objectif de neutralité carbone se traduira par des ambitions très fortes pour l'économie française :

- transports à zéro émission, hormis le transport aérien domestique,
- bâtiments zéro émission,
- réduction de 46 % des émissions de gaz à effet de serre (GES) de l'agriculture par rapport à 2015,
- réduction de 81 % des émissions GES de l'industrie par rapport à 2015,
- production d'énergie à zéro émission,
- réduction de 66 % des émissions GES du secteur des déchets par rapport à 2015.

Ceci constitue un **changement radical tant sur le plan social, territorial, industriel, économique et sociétal**. Pour l'Alliance CFE UNSA Énergies, **il est indispensable que ce changement soit piloté, progressif et juste socialement**. Pour réussir, **il doit être compris par les citoyens et partagé avec eux**. Car en matière de climat comme dans d'autres domaines, **il est très difficile d'imposer une transformation d'en haut !**

En outre, de l'avis des experts, pour atteindre cette neutralité carbone, des investissements massifs doivent être engagés, de l'ordre de 45 à 60 milliards

d'euros par an. Toutefois, **on est aujourd'hui loin du compte** et, à défaut de mobilisation de nouveaux financements à hauteur de 20 à 30 milliards d'euros par an, il paraît très difficile de s'inscrire dans la trajectoire neutralité carbone en 2050.

La mobilisation par le Gouvernement de 20 milliards d'euros sur 5 ans en faveur de la transition énergétique va certes dans le bon sens mais elle n'est pas à la hauteur des enjeux. Pour l'Alliance CFE UNSA Énergies, **les moyens supplémentaires nécessaires, c'est auprès de l'Europe, des institutionnels et du système bancaire qu'il faut aller les chercher**. Preuve là encore que **la France ne puisse pas faire cavalier seul sur la voie de la décarbonation !**

Il faut enfin garder à l'esprit qu'une décarbonation de l'économie doit être accompagnée d'une **véritable politique industrielle pour faire émerger les filières industrielles bas carbone** et permettre à l'industrie d'engager sa mutation tout en préservant les emplois.



Et surtout, **la Stratégie Bas Carbone de la France ne sera responsable que si elle est juste socialement** en veillant à maîtriser le prix de l'énergie, à préserver le pouvoir d'achat des citoyens et à lutter contre la précarité énergétique.

Pour toutes ces raisons, l'Alliance CFE UNSA Énergies considère que la France ne doit surtout pas faire cavalier seul sur la neutralité carbone en 2050. Elle doit inscrire son engagement climatique dans un cadre européen où les objectifs doivent être communs et les efforts partagés.

À défaut, la France verra son économie et le niveau de vie de ses citoyens pénalisés par une ambition aussi forte qu'isolée et donc insupportable !

**L'ALLIANCE CFE UNSA ÉNERGIES,
100 % LIBRES... 100 % VOUS!**

